

Rwanda. « Il y a eu une forme de cécité »

Propos recueillis
par Gwen Catheline

Sauvé par l'armée française à l'âge de 4 ans, le député de Dinan Hervé Berville conduit la délégation française qui assiste, ce dimanche, aux commémorations des 25 ans du génocide rwandais de 1994.

S'il reconnaît « une forme de cécité » de la France à l'époque des faits, il regarde surtout devant.

Né au Rwanda, en 1990, le député de Dinan, Hervé Berville, a été désigné « représentant spécial » du président Macron lors des commémorations des 25 ans du génocide. Photo archives G. C.



> Emmanuel Macron a décliné l'invitation du président rwandais, Paul Kagamé, et vous envoie à sa place, simple député. Serez-vous bien reçu ?

C'est la toute première fois que le président rwandais invite la France à rendre hommage à ces 800 000 à 1 million de personnes tuées en 1994. Depuis 2017, les présidents Macron et Kagamé ont un dialogue très franc et sincère, ils se sont déjà vus trois fois, je crois. De nombreux chefs d'État étaient conviés à ces commémorations, tous ne pourront s'y rendre. Mais j'ai récemment rencontré l'ambassadrice du Rwanda en France

et d'autres dignitaires rwandais, et ils ont été très sensibles au fait que le Président envoie un représentant personnel pour commémorer ce génocide

> Enfant rwandais sauvé du génocide à l'âge de 4 ans par la France, vous êtes le symbole idéal ?

Dans une interview, Paul Kagamé a dit attendre un signal symbolique de la France : il l'est. Le président rwandais a placé ces cérémonies sous un triple signe : le souvenir, l'unité et la réconciliation, et surtout le renouveau. Il veut s'appuyer sur la jeunesse

pour reconstruire de bonnes relations intérieures et extérieures. Il faut aller de l'avant, j'y vais pour montrer au peuple rwandais que la France est à ses côtés, tournée vers l'avenir. Les annonces d'hier (de samedi, NDLR) du président Macron vont dans ce sens, comme la prochaine réouverture de l'Institut français à Kigali.

> La France a-t-elle fait erreur en soutenant le gouvernement hutu génocidaire, pour des raisons stratégiques, malgré les alertes d'ONG et de militaires ?

La France l'a reconnu : c'est une évidence qu'il y a eu une forme de cécité

et un échec collectif de la communauté internationale dans son ensemble, puisque l'Onu a retiré ses troupes militaires en plein génocide. Il y a eu une illusion qu'on pouvait influencer sur le cours des choses mais les génocidaires étaient déterminés. Le Président a annoncé la déclassification de certaines archives militaires et du ministère des Affaires étrangères ; cela permettra aux historiens de retracer les mécaniques de ce massacre, de mieux le comprendre et de faire un travail de mémoire.

> Vous êtes déjà retourné au Rwanda en 2015 et y avez même revu de la famille. Qu'avez-vous ressenti ? Dans quelle mesure ce génocide vous a-t-il marqué ?

Même si je suis une personne publique, je ne veux pas m'étendre sur ce voyage de 2015, qui était du domaine de l'intime. Ce sont des sentiments pas forcément descriptibles. Pour le reste, on fait toujours des analyses a posteriori, je ne sais pas dans quelle mesure cela m'a marqué. J'ai été préservé par rapport à d'autres personnes qui ont vécu le génocide en étant plus âgés : j'ai relativement peu de souvenirs. Je suis chanceux.

> L'opposition entre Hutus et Tutsis s'est-elle apaisée ?

Cette opposition est artificielle, sans fondement réel. Elle avait été construite par le colonisateur, belge puis allemand, sur le principe du « diviser pour mieux régner ». Ce que j'ai pu constater en allant là-bas, sans être spécialiste de ce pays, c'est qu'il y a un processus de réconciliation profond. On ne parle plus de ça au Rwanda aujourd'hui. Personne ne se dit plus Tutsi ou Hutu, ils se disent Rwandais, c'est tout.

« La France a fait de son mieux pour éviter le génocide »

Patrick Forestier

En avril 1994, le lieutenant-colonel de la Légion étrangère Jacques Hogard (*) commande, au Rwanda, le groupe sud de l'opération Turquoise, sous mandat de l'Onu. 800 000 Tutsis ont déjà été massacrés pendant la progression, depuis l'Ouganda voisin, des rebelles de la même ethnie. Officier opérations à l'État-major de Djibouti, il a été projeté avec ses légionnaires à Cyanguu, au bord du lac Kivu. Pour lui et ses hommes, le Rwanda est une terre inconnue, tout comme l'antagonisme des Hutus, majoritaires, qui procèdent à un génocide à coups de machette contre la minorité tutsie, après que le président, hutu, du pays fut mort dans le crash de son avion, abattu en atterrissant dans la capitale, Kigali.

« Jamais nous n'avons aidé les génocidaires »

Depuis, le président Kagamé, réélu en 2017 avec 98,7 % des voix, accuse la France d'être complice de ce génocide. « J'ai lu les ordres d'opération qui déclenchèrent l'opération dès le vote de la résolution 929, se souvient l'officier. Aucun n'évoquait une inten-



En avril 1995, des Rwandais qui fuyaient les combats étaient évacués par milliers par les Nations Unies vers le Burundi. Photo archives AFP

tion de stopper le Front patriotique rwandais (FPR) et d'empêcher sa prise de pouvoir. La mission était de mettre fin aux massacres et de sauver ceux qui y étaient promis. Des dizaines de milliers de vies ont été sauvées par l'armée française. Si l'Onu l'avait autorisée plus tôt à intervenir, si les États-Unis n'avaient pas bloqué la situation, ce sont des centaines de milliers de vies qui auraient été épargnées. » En France, des associations accusent

pourtant les soldats français du pire. « J'atteste de la parfaite neutralité des unités françaises, peu nombreuses face à un nombre impressionnant de tâches à mener, dans un contexte extrêmement compliqué, dit Hogard. Jamais nous n'avons aidé les génocidaires, que nous n'avons pas soutenus, ni a fortiori armés. Ces accusations sont le fait du régime de Kagamé qui hait la France parce qu'il considère qu'elle lui a mis des bâtons dans les roues durant

sa conquête militaire du pouvoir, mais aussi de réseaux d'idiots utiles parmi lesquels de pseudo-historiens. »

« Les Nations unies impuissantes »

L'officier ne goûte guère cette révision de l'Histoire qu'il a vécue. « La France a forcé le régime du président Habyarimana à dialoguer avec ses oppositions, et abandonner le système de parti unique pro-hutu, rappelle-t-il. Cela a conduit aux accords d'Arusha en septembre 1993. Paris s'est retiré militairement et a cédé la place à l'Onu pour accompagner un Rwanda en cohabitation. Mais les Nations unies se sont révélées impuissantes et ont réduit par dix leur contingent alors qu'il eût fallu le renforcer. C'est la France, avec Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, qui a été la première à dénoncer le génocide et demandé une intervention internationale. La France a fait de son mieux pour l'éviter au Rwanda. La responsabilité de ce drame est à imputer aux Rwandais eux-mêmes. »

* Auteur des « Larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda » aux éditions Hugo Doc.